« Quoi qu'il en coûte », protéger les retraités de tous âges !

La pandémie du covid19 a démontré concrètement les dégâts considérables causés par des années de politique libérale « comptable » dans les services publics et les services sanitaires et sociaux. En contradiction avec les attentes et les besoins en santé de la population sur l'ensemble du territoire, avec les alertes et les revendications du personnel soignant et médico-social, des syndicats et des associations d'usagers, les gouvernants successifs n'ont eu de cesse d'imposer des réductions de budget et des suppressions de postes, de lits et de services dans les hôpitaux.

Les personnels et salariés de toute la chaine sanitaire ont su faire face par un engagement exceptionnel, souvent au risque de leur santé et de leur vie, malgré les réformes et décisions désastreuses qui ont dégradé leurs conditions d'exercice, supprimé leurs moyens de protection essentiels et sans avoir pu y remédier au moment de la crise. La gestion catastrophique du Covid-19, les contre-vérités du gouvernement ont ajouté à leurs difficultés.

Dans ce contexte qui affecte l'ensemble de la population, les retraité·es et les personnes âgées ont été particulièrement touché·es notamment dans les EHPAD, les maisons de retraite et les soins à domicile qui accueillent 7% d'entre eux. Nous déplorons que les décès à domicile ne soient toujours pas pris en compte.

Mais pour les 93% restant des 17 millions de retraité.es, c'est la capacité à retrouver la vie sociale, associative qui est en jeu ; beaucoup ont subi depuis plusieurs semaines la fermeture des services sociaux, des structures d'aide, de rencontre et les risques psycho-sociaux sont bien réels. Elles et ils craignent, pour l'avenir, de devoir subir la même situation, malgré le déconfinement, parce qu'elles (ils) risquent d'être les oublié·es de la reprise d'une vie sociale en sécurité sanitaire. Elles craignent d'être stigmatisées à nouveau pour leur âge lors de leurs sorties par une communication discriminante des pouvoirs publics à leur égard.

Pour nos organisations, les retraité·es de tous âges, comme l'ensemble de la population, doivent bénéficier des mesures d'urgence et de protection – demandées par l'OMS et mises en application dans de nombreux pays européens.

Nous demandons expressément :

- La fourniture à titre gratuit de masques protecteurs filtrants, en nombre suffisant, à l'ensemble de la population. Les retraité·es et personnes âgées, qui ne sauraient être discriminé·es, doivent donc en être destinataires, quels que soient leur situation et leur lieu de résidence.
- Un dépistage du virus dans tous les établissements ou à domicile, pour tous les personnels qui interviennent ou accueillent les personnes âgées,
- La mise en place des aides diverses (alimentaires, culturelles, psychologiques…) pour réussir au mieux la sortie du confinement.

Nous nous adressons avec gravité au gouvernement pour lui demander d'agir avec tous les moyens règlementaires dont il dispose (l'organisation de la production ou la réquisition) en vue de mettre en œuvre la distribution gratuite de masques, la fourniture de tests gratuits dans les délais les plus courts. Au-delà de ces mesures d'urgence, le budget 2021 de la sécurité sociale devra comporter des investissements massifs pour sortir l'hôpital, les EHPAD et leurs personnels des politiques de restriction budgétaire suivies depuis des années. Le 12 mars 2020, le Président de la République a déclaré « *la santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires, quoi qu'il en coûte* ». Nous ne nous contenterons pas de promesses !

Paris, le 19 mai 2020

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)
Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)
Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Michel Denieault (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)
Francisco Garcia (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)